

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le **11 JAN. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROTOCOLOR

16 rue Claude Chappe
77400 LAGNY SUR MARNE

Références : **0084**
Code AIOT : 0006501344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement ROTOCOLOR implanté 16 rue Claude Chappe 77400 LAGNY SUR MARNE. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROTOCOLOR
- 16 rue Claude Chappe 77400 LAGNY SUR MARNE
- Code AIOT : 0006501344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une imprimerie classée au titre de la rubrique 2450 de la nomenclature des ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection réalisée en 2015

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Vérification périodique installations électriques	Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 3.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 5.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Situation administrative	Code de l'environnement, articles L.511-1, L511-1-A et L511-2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 5.5	/	Sans objet
6	Situation administrative	Code de l'environnement, articles L.511-1, L511-1-A et L511-2	/	Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser des actions correctives afin de lever les non conformités relatives aux installations électriques et doit procéder à la mise en place d'un dispositif d'isolement des réseaux.

Il devra également effectuer une mise à jour de sa situation administrative en positionnant ses activités au regard de la version actuelle de la rubrique n° 2450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et en précisant la quantité totale journalière de produits consommée pour revêtir le support.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification périodique installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques Q18 daté du 21/04/2022. Le rapport fait état des non conformités suivantes: - armoire BT1: réaliser un dépoussiérage de l'armoire électrique afin de limiter les risques d'échauffement ; - armoire BT2: réaliser un dépoussiérage de l'armoire électrique afin de limiter les risques d'échauffement. L'exploitant devra transmettre les justificatifs montrant la réalisation du dépoussiérage et la levée des non-conformités.
Type de suites proposées : Avec Suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; [...] <p>Les locaux abritant des produits combustibles ou inflammables sont dotés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme incendie ; - de robinets d'incendie armés ; - d'un système de détection automatique d'incendie ou d'une surveillance permettant une détection immédiate ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de 3 poteaux incendie situés à proximité du site. L'exploitant doit contacter le gestionnaire du réseau afin d'obtenir le dernier rapport de vérification de ceux ci.</p> <p>Par courriel du 27/04/2022, l'exploitant a transmis les rapports de vérification des extincteurs et RIA daté du 05/11/2021 et des exutoires de fumées daté du 22/09/2021.</p> <p>Dans le rapport du 05/11/2021, il est indiqué que les extincteurs sont conformes et maintenus conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.</p> <p>Le rapport du 22/09/2021 indique que les exutoires de fumées et les RIA sont en bon état.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un devis non signé, concernant la mise en place d'un système de sécurité incendie avec centrale et report vers une astreinte. L'exploitant devra transmettre une attestation de fin de travaux une fois l'installation finalisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites de rejet dans le réseau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH (NFT 90-008) 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30° C. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/jour de MEST ou 15 kg/jour de DBO5 ou 45 kg/jour de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/litre ; - DCO (NFT 90-101) 2 000 mg/litre* ; - DBO5 (NFT 90-103) 800 mg/litre. <p>* Cette valeur limite n'est pas applicable lorsque le gestionnaire de la station d'épuration donne explicitement son accord pour une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/litre si le flux journalier n'excède pas 15 kg/jour, 35 mg/litre au-delà ; - DCO (NFT 90-101) : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/litre si le flux journalier n'excède pas 100 kg/jour, 125 mg/litre au-delà ; - DBO5 (NFT 90-103) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/litre si le flux journalier n'excède pas 30 kg/jour, 30 mg/litre au-delà. <p>Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hydrocarbures totaux (NFT 90-114) 10 mg/litre si le flux est supérieur à 100 g/jour ; - métaux totaux (NFT 90-112) 15 mg/litre si le flux est supérieur à 100 g/jour. <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de prélèvement et d'analyses, des eaux industrielles réalisé par l'APAVE et daté du 28/04/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/2003, article I > 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'un obturateur réseau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident se fait, soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un dispositif d'isolement de ses réseaux et devoir réaliser des devis pour se mettre en conformité. L'exploitant doit transmettre à réception un devis signé puis une attestation de fin de travaux lorsque ceux ci auront été réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article L.511-1, L511-1-A et L511-2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.511-1 Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier.</p> <p>L.511-1-A Au sens du présent titre, l'usage et la réhabilitation s'entendent conformément à la définition qui en est donnée à l'article L. 556-1 A.</p> <p>L.511-2 Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> <p>Constats : L'exploitant doit positionner ses activités sur la version en vigueur de la rubrique n°2450. Dans le cas où l'installation est maintenant exploitée sous les seuils du régime d'autorisation, l'exploitant pourra déterminer si il souhaite toujours être classées sous le régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installation classée la quantité totale journalière de produits consommés pour le revêtement des supports ainsi que les justificatifs d'achats d'encres pour l'année 2021 et 2022 et indiquer le nombre de jours travaillés pour ces mêmes années.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L.511-1, L511-1-A et L511-2
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L.511-1 Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier. L.511-1-A Au sens du présent titre, l'usage et la réhabilitation s'entendent conformément à la définition qui en est donnée à l'article L. 556-1 A. L.511-2 Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : Suite à la dernière visite d'inspection réalisée en 2015, l'exploitant a pris position de ne pas être classé au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en ayant un stock de papier d'un volume inférieur à 700 m ³ . Le jour de la visite d'inspection, le volume de papier présent dans l'établissement était de 624 m ³ .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

